

## Elections américaines : à (l'extrême) droite toutes ?<sup>1</sup>

L'élection présidentielle américaine de 2012 aura lieu le mardi 6 novembre 2012. Elle opposera le président démocrate Barack Obama à son adversaire républicain Mitt Romney. D'autres candidats devraient être également investis par des partis mineurs. Pour la forme. Mais bien malin celui qui pourrait parier à coup sûr sur le nom du futur vainqueur. Des enquêtes d'opinion placent pour l'heure Romney en tête avec une très courte avance de 1 à 3 points. D'autres prédisent encore les palmes à Obama. Ainsi, le sortant est plus que jamais dans la ligne de mire assassine de son challenger ultra-conservateur qui ne cesse de répéter que « ce président a échoué » à résorber la crise économique. Il est vrai que le taux de chômage a dépassé les 8%. Bref, les deux hommes sont partis pour un rude parcours du combattant de plusieurs mois, où tous les coups semblent permis.

Mitt Romney, milliardaire et fils de (très) « bonne » famille, ex-patron du fonds d'investissement Bain Capital, est le favori du monde des affaires. Un fana de l'austérité économique qui s'est singularisé en soumettant au Congrès des coupes sombres dans les dépenses publiques. Le team d'Obama a déjà sauté sur l'occasion pour éreinter les « exemptions fiscales pour les plus riches » et « la mise en place d'un fardeau plus lourd sur les épaules des classes moyennes et des plus âgés » promises si Romney l'emportait en novembre. Inquiet, le camp d'Obama trouve pourtant de quoi aiguïser sa combattivité. Si pour les sondés, Romney serait le mieux à même de redresser la situation économique, l'actuel président court en tête sur les questions sociales. Et une majorité d'électeurs rejettent les projets de Paul Ryan, colistier de Romney, et, à ce titre, éventuel vice-président, de s'en prendre aux programmes sociaux fédéraux, tels le système de couverture sociale Medicare.

### Le caillou de l'IVG

Mais un autre dossier risque fort de parasiter la campagne. Les associations opposées à l'interruption volontaire de grossesse, comme le Tea Party, apparu durant la présidence Obama dans le contexte de la crise économique de 2008-2010, elle-même liée à la crise financière. Le mouvement critique notamment les dépenses gouvernementales faites sous l'administration Obama, tant celles qui soutiennent le système financier et la relance économique que celles qui fondent une protection sociale commune au niveau fédéral (Patient Protection and Affordable Care Act). La droite extrême est repartie en croisade... contre un droit autorisé depuis 1973 par la Cour suprême des Etats-Unis. Avec une froide démagogie, l'incontrôlable Newt Gingrich, une sorte d'halluciné au sein du camp républicain et influencé par les chrétiens évangéliques, a qualifié Obama de « président pro-avortement le plus extrême dans l'histoire » des States.

Comme le Parti républicain doit à la fois draguer le « big business » et les conservateurs de tous poils pour emporter la Maison-Blanche, la question de l'IVG semble être un méchant caillou sur la route d'un Romney qui préférerait batailler sur le terrain économique. Il n'est sans doute pas ravi que le programme républicain donne à l'IVG une position centrale et, au bout du compte, intenable. Selon le programme républicain, l'avortement ne doit pas seulement être purement et simplement interdit, y compris en cas de viol ou d'inceste. Mais criminalisé, au point de le bannir dans la Constitution ! Selon *Le Soir*, « sous la pression des conservateurs et du Tea Party, plusieurs Etats républicains imposent désormais des ultrasons intravaginaux aux femmes désirant avorter, afin qu'elles puissent voir l'image du fœtus et décider en 'toute connaissance de cause'<sup>2</sup> » Pourtant, 22% des Américains seulement s'opposeraient au recours à l'IVG en cas de viol ou d'inceste.

Au bout du compte, les Etats-Unis, à l'évidence, ne sortent pas de la « révolution conservatrice » initiée dans les années Reagan et réanimée par les ultras du style « tea party », ce mouvement politique incertain qui, né de la crise économique 2008-2010, critique l'Etat fédéral et ses dépenses, tant celles qui soutiennent le système financier et la relance économique espérée que celles qui fondent une protection sociale commune au niveau fédéral.

---

<sup>1</sup> Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – septembre 2012.

<sup>2</sup> « L'avortement met en péril la campagne Romney ». *Le Soir* du 29 août.

Une situation qui génère de plus en plus une société fracturée, tiraillée par des intérêts contradictoires en recherche d'un bouc émissaire.

### Un duel de show men

On comprend que, pour reprendre la main, le candidat Romney fasse du show pour présenter une image rassurante, exposant sa vie privée comme celle d'une famille américaine moyenne plutôt que comme celle de l'homme d'affaires qu'il est, à cent lieues des préoccupations du peuple. Il s'exhibe dans cette position dans tous les médias. Sans craindre le ridicule. La chaîne conservatrice *Fox News* l'a ainsi complaisamment présenté dans sa résidence de vacances en train de cuire des crêpes et de faire des courses dans un supermarché pendant la maladie de sa femme. Un très édifiant tableau de la vie de famille.

Misant sur la fin de l'« Obamania », l'image médiocre d'un président rendu responsable de tous les maux endurés par son pays (et régulièrement contré par un sénat à majorité républicaine), Romney se régale des critiques qui visent son adversaire.

« Désormais, Barack Obama est perçu comme un homme de l'establishment qui s'affiche avec des stars, mais n'a pas assez tenu les promesses faites il y a quatre ans » a résumé le juriste Archippe Yepmou.... Le 6 novembre prochain, les électeurs américains « regarderont leur porte-monnaie », précise Soufian Alsabbagh, auteur de *L'Amérique de Mitt Romney*. Car, « l'économie, voilà clairement le talon d'Achille du président sortant. Il n'a aucun résultat à présenter (...) se contenter de répondre 'Ce n'est pas ma faute' serait une erreur, le cas de Nicolas Sarkozy est un contre-exemple dont Barack Obama ferait bien de tirer les leçons, ». « Plutôt que de s'attaquer à la personne de Romney et à son passé, Barack Obama ferait mieux de viser la ligne politique et le programme des républicains, plus à droite que jamais », conseille encore Soufian Alsabbagh. « Il devrait « mettre l'accent sur la réindustrialisation du pays et ses efforts contre les délocalisations, de très bons points pour lui. Mais des points qui sont insuffisamment visibles, alors que ses réformes les plus emblématiques apparaissent tronquées ou menacées ». Il reste que la réforme de la santé entamée n'est pas à la hauteur des besoins. Si le nombre d'Américains dépourvu de couverture maladie diminue, près d'une personne sur sept reste dans ce cas en 2011, selon un rapport des services de santé fédéraux. Ce qui n'empêche que les Républicains promettent de la liquider s'ils l'emportent. L'amélioration de l'offre éducation dans les zones défavorisées est passée au bleu. Les retraités ? Selon une étude publiée des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et d'Harvard, lorsqu'ils décèdent, ils n'ont quasiment pas d'actifs financiers. 46 % d'entre eux sont sous le seuil de pauvreté. Ils n'ont guère d'actions, obligations et autres produits d'épargne, se reposant sur les versements de la Sécurité sociale. Autrement dit, ils meurent pauvres, souvent ruinés par la crise de l'immobilier, cet Eden en carton-pâte, ...

Quant à la réforme du système financier, « L'administration américaine a sauvé les banques sans que Wall Street joue le jeu et réinjecte des fonds dans l'économie. Et pour expliquer tout cela, évoquer le blocage des républicains au Congrès ne suffira pas », réaffirme Archippe Yepmou.

### Un programme ultra

Le programme du Parti républicain assume sans complexes un nouveau durcissement à droite... au nom de la sauvegarde de la liberté individuelle ; réduction du pouvoir d'intervention du gouvernement fédéral au profit des Etats, histoire de défaire ce qui déplaît dans les fiefs républicains ; interdiction, nous l'avons dit, de l'IVG, même en cas de viol ; rejet de la « régulation excessive » qui entraverait la concurrence ; privatisation du programme Medicare et gestion de Medicaid par les Etats (le premier intéresse les individus ayant cotisé au moins dix ans et sont âgés de plus de 65 ans, le second a pour but de fournir une assurance maladie aux individus et aux familles à faible revenu. Les deux sont pourtant loin de couvrir les besoins des personnes concernées. Et l'on n'est pas au diapason d'une sécurité sociale telle qu'on la connaît ici... et la défend contre les sicaires du libéralisme) ; tolérance zéro contre l'immigration illégale ; interdiction, par voie constitutionnelle, du mariage entre homosexuel ; le parti s'oppose également à l'union civile entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. Et son champion est un dangereux faucon : derrière ses dents blanches se devine un appétit carnassier au nationalisme conservateur d'un autre temps et de dangereuses visées hégémoniques. « Il sera, promet-il, un président qui va remettre à leur place la Chine, la Russie, l'Iran et

quelques autres encore. Ceux qui osent défier la prééminence des Etats-Unis, qu'il entend ' restaurer ', n'ont qu'à bien se tenir. (...) » S'engageant à élargir le budget militaire et les effectifs de l'armée US, « Il a qualifié la Russie 'd'ennemi géopolitique numéro un' ». Il a prévenu la Chine : dès son arrivée à la Maison Blanche, Romney l'accusera de « manipuler sa monnaie » et prendra des sanctions commerciales à son encontre. Il a averti l'Iran : il soutiendra une offensive israélienne – sous-entendu, les Etats-Unis pourraient bien y participer. » En conclusion, homme de Wall Street, « à l'intérieur », « A l'extérieur, le ton est celui entendu avant les désastres de l'Irak et de l'Afghanistan. La nostalgie du candidat Romney pour le monde idéologique de " W. " est de mauvais augure<sup>3</sup>. »

Durant la campagne, le Parti républicain ne fera pas dans le délicat : « Nul ne doute que la machine républicaine va pilonner, pilonner encore, pilonner toujours les positions adverses. C'est le seul moyen pour le parti de droite de l'emporter : démobiliser le camp démocrate, pousser les électeurs de 2008 à ne pas retourner aux urnes. Nombre de commentateurs accordent une place trop importante à ces électeurs changeants (swing voters) et aux « indépendants » (qui ne le sont pas vraiment puisqu'ils se disent eux-mêmes plus proches d'un camp que de l'autre). Peu, très peu des 'Obamistes' de 2008 deviendront des 'Romneyistes' en 2012 » a écrit avec pertinence *L'Humanité* <sup>4</sup>. Oui, les jeux sont ouverts. Plutôt façon cirque romain que jeux olympiques. Rendez-vous à la convention démocrate du 4 au 6 septembre.

---

<sup>3</sup> « Mitt, le nouveau faucon américain ». Par Alain Frachon dans *le Monde* du 31 août 2012.

<sup>4</sup> « Déluge ultra-droitier annoncé sur Tampa » par Christophe Deroubaix dans *l'Humanité* du 28 août 2012.